

### Article 31 du Règlement

mais il n'y a pas de doute dans mon esprit que ce projet de loi que vous êtes en train de faire adopter est littéralement dicté de l'extérieur.

Avant de terminer, j'ai un mémoire ici qui a été présenté par la Fédération de l'âge d'or du Québec, document que j'aimerais déposer.

**M. le Président:** Je regrette, mais le temps alloué à l'honorable député est maintenant écoulé.

[Traduction]

Comme il est 14 heures, conformément à l'article 31 du Règlement, la Chambre passe maintenant aux déclarations de députés.

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Français]

### LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, les résidants de Saint-Clément, Rivière-du-Loup, ont pris possession de leur bureau de poste, en prévision de la fermeture du 14 décembre. Pourquoi le gouvernement a-t-il permis à la Société canadienne des postes de laisser ainsi sûrir ses relations avec la population qu'elle dessert?

La population de Saint-Clément, Rivière-du-Loup, celle de Martintown, dans ma circonscription, et celle de centaines d'autres communautés au Canada, qui sont affectées par des coupures semblables, veulent que le gouvernement mette fin à la politique de la Société canadienne des postes de fermer des bureaux de poste.

Au nom des résidants de Saint-Clément, au nom des résidants de Glengarry—Prescott—Russell, ou de tout autre Canadien vivant en milieu rural, j'exige que le gouvernement agisse aujourd'hui dans ce dossier.

\* \* \*

### LE SÉNAT

**M. Guy Saint-Julien (Abitibi):** Monsieur le Président, dans le *Journal de Montréal* d'aujourd'hui, un article titre: «Clark croit possible l'abolition du Sénat». L'article poursuit: «L'abolition pure et simple du Sénat pourrait être la prochaine étape de la réforme des institutions canadiennes, estime le ministre des Affaires constitutionnelles, Joe Clark. Pendant les mois qui ont précédé la conclusion de l'Accord de Charlottetown en août dernier, on avait maintes fois évoqué la possibilité d'abolir le Sénat. Il y a eu quelques occasions où une majorité de gens autour de la table préféraient l'abolition, mais ces gens-là n'ont pas insisté parce qu'ils comprenaient qu'il fallait faire des compromis avec ceux qui voulaient un Sénat égal.»

Pour faire suite à mon intervention à la Chambre le 3 juin 1992: il faut abolir le Sénat.

\* \* \*

[Traduction]

### L'AÉROPORT INTERNATIONAL PEARSON

**M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan):** Monsieur le Président, la décision du gouvernement fédéral de procéder au réaménagement des aérogares 1 et 2 de l'aéroport Pearson est tout simplement ahurissante.

Au lieu de faire un investissement significatif dans les infrastructures de transport du Canada, le ministre des Transports défend un projet coûteux dont l'industrie aérienne ne veut même pas et qu'elle est incapable de s'offrir.

Les conservateurs prétendent créer des emplois grâce à ce projet de l'aéroport Pearson alors qu'ils ont prouvé la semaine dernière, par l'exposé économique du ministre des Finances, qu'ils n'étaient pas en mesure de le faire. Si ce projet donne lieu à de la création d'emplois, celle-ci ne se produira pas avant plusieurs années.

Les Lignes aériennes Canadien International, Air Canada, le gouvernement de l'Ontario et même, semble-t-il, certains cadres supérieurs de Transports Canada s'opposent à ce projet de réaménagement des aérogares à l'aéroport Pearson.

L'industrie du transport aérien est déjà dans une position difficile. La dernière chose dont elle a besoin, c'est justement d'un projet qui fera grimper les coûts pour les compagnies et les prix pour les voyageurs.

C'est vraiment ironique que ce gouvernement prenne une telle décision malgré l'opposition du marché, alors qu'il prétend justement appartenir au parti des affaires.

\* \* \*

[Français]

### L'ENVIRONNEMENT

**M. Fernand Jourdenais (La Prairie):** Monsieur le Président, des élèves de 6<sup>e</sup> année de l'école Jean-Leman, de la ville de Candiac, dans ma circonscription, sont venus visiter le Parlement il y a quelques semaines et m'ont exprimé leurs vives inquiétudes face à la pollution de l'air, ainsi qu'à l'appauvrissement de la couche d'ozone qui protège la planète.

Ces jeunes me demandent et me supplient de demander à notre population, ainsi qu'aux responsables de la protection de la qualité de vie sur cette terre, d'être plus sensibles et de se soucier un peu plus des graves conséquences des gestes inconscients que nous posons aujourd'hui et qui détruiront certainement, si nous n'y prenons garde, notre avenir et celui des générations à venir.